

## LES ÉCOGESTES ONT-ILS LEUR PLACE À L'ÉCOLE ?

Durant ces dernières décennies, les programmes de sensibilisation à l'environnement se sont presque exclusivement focalisés sur les petits gestes individuels à adopter pour préserver la planète (les éco-gestes) : éteindre l'interrupteur, changer ses ampoules, couper l'eau, trier ses déchets, etc. Si actuellement cette démarche est parfois fortement remise en question (car considérée comme vaine, voire contreproductive<sup>1</sup>), elle ne s'avère cependant pas nécessairement inutile. Elle comporte toutefois un certain nombre de limites dont il faut être conscient·e lorsque l'on s'y engage.

## DES ÉCOGESTES AVEC DES IMPACTS FORTS DIFFÉRENTS

La première limite tient à l'impact réel de ces éco-gestes. En effet, ces modifications de comportement individuel peuvent avoir des impacts forts différents et il est donc nécessaire de bien comprendre les ordres de grandeur impliqués afin d'identifier ceux avec le plus grand potentiel. Il faut cependant comparer avec prudence les études dont les méthodologies et périmètres peuvent varier.

Par exemple, une méta-analyse de plus de 50 études permet d'articuler qu'un régime végétarien aura un impact cinq fois plus élevé que de diminuer d'un à trois degrés la température de son logement<sup>2</sup>. Pour diminuer au maximum notre empreinte écologique, il s'agirait donc de privilégier les éco-gestes à fort impact. Malheureusement, les recommandations des gouvernements et des manuels scolaires semblent se focaliser principalement sur les actions à faible impact<sup>3</sup>.

## LES ÉCOGESTES INDIVIDUELS NÉCESSAIRES MAIS INSUFFISANTS

De plus, même si les citoyen·ne·s modifiaient conjointement leur comportement de manière profonde, en mettant en place des actions individuelles ambitieuses, l'effort ne suffirait pas à atteindre les objectifs de réduction compatibles avec l'Accord de Paris signé en 2015. Une étude réalisée en France montre, en effet, que l'adoption d'un comportement « héroïque » généralisé (tant au niveau des investissements que des comportements) contribuerait à environ 45% des efforts de réduction nécessaires pour atteindre l'objectif de maintenir le réchauffement planétaire en-dessous de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels<sup>4</sup>. Le reste des baisses d'émissions nécessaires relève, en effet, d'investissements et de règles collectives sur lesquels les citoyen·ne·s n'ont pas d'influence directe. Cependant, compte tenu des dynamiques sociales actuelles (où seuls 20% des individus sont considérés comme « moteurs » sur les questions environnementales), les auteurs tablent plutôt sur une baisse de l'empreinte carbone individuelle moyenne de l'ordre de 5 à 10%.

Ces données indiquent, par conséquent, que l'impact des efforts individuels n'est pas du tout négligeable mais que l'atteinte des objectifs ne se fera pas sans une action collective. « Du côté des

---

<sup>1</sup> Ses détracteurs considèrent notamment que faire porter toute la responsabilité sur les individus, en encourageant les efforts individuels, détournerait les citoyen·ne·s des actions collectives et repousserait ainsi l'adoption de politiques globales et ambitieuses pour atténuer la crise environnementale actuelle.

<sup>2</sup> Ivanova, D., Barrett, J., Wiedenhofer, D., Macura, B., Callaghan, M., & Creutzig, F. (2020). [Quantifying the potential for climate change mitigation of consumption options](#). Environmental Research Letters, 15(9), 093001

<sup>3</sup> Wynes, S. and Nicholas, K. A., (2017), [The climate mitigation gap : education and government recommendations miss the most effective individual actions](#). Environ. Res. Lett. 12(7), 074024.

<sup>4</sup> Dugast, C., & Soyeux, A. (2019). [Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'état face à l'urgence climatique](#). Carbon 4.

individus, de nombreux leviers allant au-delà de l'action individuelle existent également, tels que l'implication dans le collectif en tant que citoyenne ou citoyen, au sein de son milieu professionnel, en tant que membre d'associations, ou à travers toute autre forme d'engagement (Dugast & Soyeux, 2019). Ainsi, lorsqu'il est question d'actions individuelles, il est essentiel de ne pas négliger ces leviers qui mobilisent l'individu au-delà de son statut de consommatrice ou de consommateur. »<sup>5</sup>

L'action individuelle ne peut se passer « d'actions de la part de tous les secteurs, ainsi que de toutes les actrices et acteurs de la société (pouvoirs publics, entreprises, etc.). »<sup>6</sup>

## LA PRATIQUE DES ÉCOGESTES COMME TREMPLIN VERS L'ACTION COLLECTIVE ?

Si l'action collective semble indispensable, les écoGESTES peuvent-ils néanmoins, par effet indirect, y contribuer ? Il n'y a pas de consensus à ce sujet. En effet, certaines études empiriques tendent à montrer que les efforts individuels ne sont pas un moteur pour s'engager dans des formes d'actions collectives<sup>7</sup>, alors que d'autres données indiquent, au contraire, que les actions individuelles renforcent la participation politique (institutionnelle ou non) des individus qui les pratiquent<sup>8</sup>.

## LES ÉCOGESTES À L'ÉCOLE<sup>9</sup>

Que dire donc des écoGESTES dans le contexte scolaire ? Au vu de ce qui précède, il n'est pas contre-indiqué de traiter la question des déchets, de la consommation électrique ou des économies d'eau potable à l'école. Mais, à une approche visant à inculquer des gestes mécaniques, on privilégiera l'apprentissage de savoirs, les enquêtes et l'implication dans des projets de groupe, de classe ou d'établissement dans lesquels les élèves prennent une part active et collaborent. Au secondaire, on peut ajouter aux projets tournés vers l'action et aux enquêtes l'étude interdisciplinaire d'enjeux à l'échelle globale.

L'enjeu, même avec les plus petits, est de faire de la question de la durabilité une affaire collective. On évitera donc de se limiter à l'échelle individuelle, en permettant à l'élève, future citoyenne ou futur citoyen, d'acquérir une compréhension des sphères sociales (fig. 1) dans lesquelles il s'insère (tout en préservant son autonomie de pensée).

De plus, on veillera à ne pas prendre les élèves en exemple sur des situations personnelles pour éviter de les placer dans des conflits de loyauté avec les pratiques en usage dans la sphère privée et familiale.

---

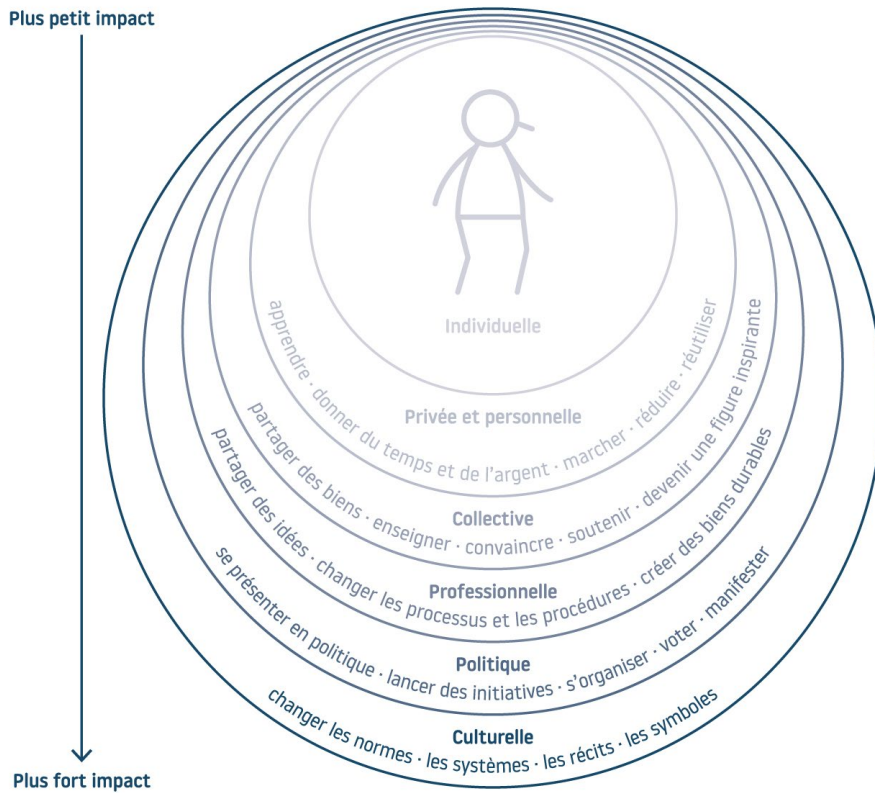
<sup>5</sup> Suckow, N. & Recordon, J. (2023). [Peut-on se passer des écoGESTES ?](#) Centre de compétences en durabilité, Université de Lausanne

<sup>6</sup> Idem.

<sup>7</sup> Rössel, J. and Schenk, P.H. (2017), [How political is political consumption? The case of activism for the Global South and Fair Trade](#), Social Problems 65(2): 1–19.

<sup>8</sup> De Moor, J. and Verhaegen, S. (2020). [Gateway or getaway? Testing the link between lifestyle politics and other modes of political participation](#). European Political Science Review, 12(1), 91-111. doi:10.1017/S1755773919000377

<sup>9</sup> Cette partie est tirée du guide "Éducation à la durabilité et PER" disponible ici : <https://www.ecolevaudoisedurable.ch/ressources/education-la-durabilite-et>



**Figure 1 :** Modèle des sphères d'influence d'un individu. Les actions individuelles ont le plus d'effet lorsqu'elles influencent des sphères plus étendues (d'après Amel et al, 2017<sup>10</sup>, traduit).

## POUR ALLER PLUS LOIN

Suckow, N. & Recordon, J (2023). [Peut-on se passer des écogestes ?](#) Centre de compétences en durabilité, Université de Lausanne

Éco-bilan des gestes quotidiens. Des données concernant l'impact de nos gestes quotidiens sont disponibles sous : <https://www.ecolevaudoisedurable.ch/ressources/ecobilans-de-nos-gestes-quotidiens>

<sup>10</sup> Amel, E., Manning, C., Scott B. and Koger, S. (2017). [Beyond the roots of human inaction: Fostering collective effort toward ecosystem conservation](#). *Science*, 356(6335), 275-279.